



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 19 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEOLIS

LE BOURG

86300 La Chapelle Viviers

Références : 2026 422 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007208278

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 dans l'établissement NEOLIS implanté LE BOURG 86300 La Chapelle Viviers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été diligentée suite à une non-conformité majeure persistante relevée lors de la visite complémentaire de l'organisme agréé en 2024, ayant donné lieu à l'arrêté de mise en demeure du 12 novembre 2024, concernant le point sur l'absence d'asservissement du fonctionnement des équipements de manutention de céréales à celui des installations de dépoussiérage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOLIS
- LE BOURG 86300 La Chapelle Viviers
- Code AIOT : 0007208278
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Neolis Chapelle Viviers stocke des engrais à base de nitrate d'ammonium, des produits

phytosanitaires et des céréales. Des liquides inflammables sont aussi stockés sur site. Le stockage des engrais n'est plus classé, suite à la notification de cessation d'activités datée du 1^{er} avril 2022 (réduction des quantités stockées).

Le site reste classé sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- stockage de céréales (rubrique 2160) ;
- transit de déchets non dangereux de papiers (rubrique 2714) ;
- stockage de gaz (rubrique 4718).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des incendies et explosions	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier d'installation classée	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.4	
2	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.8	
3	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.8	
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5	
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.1	
6	Fonctionnement des installations de transfert des grains	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.16 - Annexe I	Levée de mise en demeure
7	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est attachée à vérifier le point (asservissement aspiration / manutention céréales) ayant donné lieu à un arrêté de mise en demeure du 12 novembre 2024, qui peut être levée. Les non-conformités des installations électriques, qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en demeure, restent à lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier d'installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier d'installation classée
Prescription contrôlée :

<p><i>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>le dossier de déclaration ;</i> - <i>les plans tenus à jour ;</i> - <i>le récépissé de déclaration et les prescriptions générales ;</i> - <i>les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;</i> - <i>les résultats des dernières mesures sur les effluents, les émissions à l'atmosphère et le bruit, les rapports des visites et de contrôle ;</i> - <i>les documents prévus aux points 3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.7, 4.1, 4.6 et 4.7 du présent arrêté ;</i> - <i>tous éléments utiles relatifs aux risques, et notamment les justificatifs prévus au 1.3.</i>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de modification.</p> <p>Les capacités de stockage sont les mêmes :</p> <p>Silo vertical sous la rubrique 2160-2 avec les capacités suivantes : 6 cellules de 880 t, 2 cellules de 920 t, 6 cellules de 170 t et 3 boisseaux de 30 t. Soit 8 230 t correspondant à un volume de 10 970 m³ en équivalent blé.</p> <p>Le volume déclaré est de 11 000 m³</p> <p>Le jour de la visite, la quantité stockée est de 10 820 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôles périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.8</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions listées en annexe IV, éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. L'exploitant a l'obligation de tenir à disposition, le jour de la visite, les documents nécessaires au contrôle périodique. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est soumise à contrôles périodiques effectués par des organismes agréés avec une périodicité de 5 ans.</p> <p>Le dernier rapport date du 12 septembre 2024 suite à un contrôle complémentaire ayant relevé une Non-Conformité Majeure (NCM) persistante (non résolue un an après le contrôle périodique de 2023) : Absence d'un double asservissement entre l'aspiration et la manutention.</p>

L'exploitant a signalé que le prochain contrôle par un organisme agréé devait être effectué en 2028 et qu'il ne voulait pas faire un second audit complémentaire.

La présente inspection a permis de constater que l'asservissement apparaît fonctionnel (cf point de contrôle n°6). Cela n'exonère pas l'exploitant de son prochain contrôle périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.8

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés à la foudre. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques...) sont mis à la terre, conformément aux règlements et normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits, et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon les normes en vigueur.

Constats :

L'exploitant explique qu'une non-conformité sur le point foudre a été relevée par Véritas dans leur rapport du 24 mars 2023, l'organisme relevant l'absence de justificatif prouvant que le silo est efficacement protégé contre la foudre (effets directs et indirects).

Suite à la visite complémentaire du 12 septembre 2024 effectuée par Socotec, cette Non Conformité Majeure (NCM) a été levée, l'organisme faisant référence dans son rapport à un « rapport de contrôle des installations électriques du 21/05/2024 de la société Bureau Veritas apportant des précisions sur la protection foudre du site ».

Par ailleurs, Bureau Véritas dans son rapport du 07 octobre 2025, suite aux vérifications des installations électriques a noté :

"Le site ne dispose pas d'un système de protection foudre, celui-ci n'étant pas soumis à l'arrêté du 04 octobre 2010.

Nous avons pu constater que les masses sont interconnectées (prises de terre, masses métalliques, appareillage électrique, parties métalliques de l'ossature des bâtiments, etc.) soit par la mise en place de liaisons électriques équipotentielles soit par assemblage mécanique de nature à supprimer les différences de potentiels [...]"

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.

La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.

Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.

Les locaux et les silos sont débarrassés de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.

De plus, dans les silos combles et les silos plats, des écrans de cantonnement de poussières entre la tour et l'espace sur-cellules sont mis en place.

Constats :

Le jour de l'inspection, le site est globalement propre. L'activité est au ralenti à cette période. Sur PC, l'IIC constate que le dernier nettoyage date du 05 mars 2026 et concernait le pied d'élévateur. Les consignes de nettoyage sont consignées dans un registre. Le nettoyage et les contrôles sont renforcés en période de forte activité. Le nettoyage se fait à l'aide d'une aspiration centralisée. Quand l'aspiration n'est pas possible, le recours à d'autres dispositifs de nettoyage (balais et air comprimé) fait l'objet de consignes particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones.

<p>Constats :</p> <p>Reçu le 13 mars 2026, le plan de localisation des risques mis à jour suite aux derniers travaux réalisés (la mise en place de l'asservissement et le remplacement des commandes par un système informatique) est conforme aux attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Fonctionnement des installations de transfert des grains

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.16 - Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés. Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle. Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent, et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au contrôle périodique faisant état d'une non-conformité majeure sur ce point, l'exploitant a éprouvé des difficultés pour réaliser les travaux car les équipements étaient vétustes.</p> <p>L'exploitant a investi plus de 150 000 € afin de moderniser le site et palier à l'absence d'un double asservissement entre l'aspiration et la manutention, objet de l'arrêté de mise en demeure du 12 novembre 2024.</p> <p>Les travaux se sont terminés en mai 2025.</p> <p>Le jour de l'inspection, sur demande de l'inspection, le responsable silo effectue un test du double asservissement. Le test consiste à faire un transfert de la cellule C 12 contenant de l'avoine vers un boisseau d'expédition. L'aspiration se met en route. Le responsable coupe l'aspiration et une alarme visuelle sur écran s'affiche et le processus s'arrête.</p> <p>La mise en demeure peut donc être levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 7 : Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, et appropriés aux risques [...]</i></p>

<i>Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.</i>
Constats : L'IIC contrôle le rapport de vérification des moyens de lutte incendie émis par Prefeu qui a eu lieu du 10 au 12 juin 2025 : - 38 extincteurs - une colonne sèche desservant la tour de manutention et le séchoir. De plus, une réserve incendie de 480 m ³ implantée à moins de 200 m de Néolis est commune aux entreprises situées sur la zone artisanale. Celle-ci est gérée par le Siveer. Tout est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des incendies et explosions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport comporte :</i> - une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100. <i>L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.</i>
Constats : Vu sur site le jour de l'inspection et reçu par mail le 13 mars 2026, le rapport de vérification des installations électriques émis par Bureau Véritas datant du 7 novembre 2025 et comportant 4 observations dont, selon l'exploitant, deux ont été levées le 11 et 12 mars 2026 et deux sont en cours de chiffrage (devis transmis également) suite à l'intervention de SEDEMA. Également consulté le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge émis par bureau Véritas datant du 5 décembre 2025 comportant 3 anomalies qui toujours selon l'exploitant ont été levées le 11 mars 2026 suite à l'intervention de SEDEMA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise les travaux afin de lever les anomalies électriques restantes et en fournit la preuve.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois